



République Française  
Arrondissement d'Ancenis  
COMMUNE D'OUDON

## DÉCISION MUNICIPALE n° 2024-024

### Portant délivrance d'une concession dans le cimetière communal

#### Le Maire de la Commune d'OUDON

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-22 et L.2223-13

Vu la délibération N° 2023\_D110 en date du 1<sup>er</sup> décembre 2023 portant délégations attribuées au maire par le Conseil Municipal, en application de l'alinéa 8 de l'article 2122-22 du code général des collectivités territoriales relatif à la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

VU le règlement communal du cimetière,

Vu la délibération du Conseil municipal fixant les tarifs des différentes concessions,

Considérant la demande présentée en date du 02 février 2024, par Mme DOUAUD née MERCERON Chantal, domiciliée à OUDON (Loire-Atlantique), 214 rue de Parc, tendant à **renouveler** une concession dans le cimetière communal,

### DÉCIDE

**Article 1 :** Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet d'y fonder la sépulture **familiale**, une concession de **50 années**, du 29 septembre 2017 au 28 septembre 2067.

**Superficie : 2 m<sup>2</sup>,      Emplacement F-102,      Concession n° T-2024-03**

**Article 2 :** Cette concession est accordée au titre du renouvellement de la concession **n° 352 attribuée le 29 septembre 1967 à Monsieur et Madame MERCERON Jean et Anne.**

**Article 3 :** Le renouvellement de la concession est accordé moyennant la somme totale de : 440 euros. Titre n° 68 du 15/03/2024.

**Article 4 :** le concessionnaire ou ses ayants droit doivent prendre en charge tous travaux de remise en état si leur concession se dégrade ou devient dangereuse. D'autre part, le concessionnaire ou ses ayants droit doivent indiquer à la mairie tout changement de domicile

**Article 5 :** La présente décision sera inscrite au registre des décisions de la Commune et en vertu de l'article L 2122-23 du CGCT, il sera rendu compte de cette décision à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal, c'est-à-dire au moins une fois par trimestre.

**Article 6 :** Un exemplaire sera adressé au titulaire de la concession.

Signé par : Alain BOURGOIN  
Date : 18/03/2024  
Qualité : Maire